



**PRÉFÈTE
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

CHAUMONT, le 30 mars 2026

Nos réf. : SHM/JG/MT n° 26-88

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EUROGRANULATS

Voie communale C5 - 52000 SEMOUTIERS-MONTSAON

Code AIOT : 0003014598

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05 mars 2026 dans l'établissement EUROGRANULATS implanté Voie communale C5 - 52000 SEMOUTIERS-MONTSAON. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée dans le cadre du plan de contrôle 2026, ainsi que pour vérifier si le nouveau casier respectait les prescriptions de l' article 40 de l'arrêté Ministériel du 15 février 2016, relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux, également au respect de la prescription de l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 52-2023-12-00050 du 11 décembre 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EUROGRANULATS
- Voie communale C5 - 52000 SEMOUTIERS-MONTSAON
- Code AIOT : 0003014598
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société EUROGRANULATS souhaite exploiter une installation de stockage de déchets inertes et de déchets d'amiante lié à des matériaux inertes, sur la commune de SEMOUTIERS-MONTSAON (52).

Ces activités relèvent de la législation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE).

Ainsi, cette demande d'autorisation concerne :

- une installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) dont les casiers sont dédiés aux déchets contenant de l'amiante lié,
- une installation de stockage de déchets inertes (ISDI).

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|--|---|-------------------|
| 1 | Gestion des déchets reçus par l'installation | Arrêté Préfectoral du 05/10/2022, article 8.11 | Sans objet |
| 2 | rejets | Arrêté Préfectoral du 05/10/2022, article 4.4 | Sans objet |
| 3 | déchets | Arrêté Préfectoral du 11/06/2025, article 1 | Sans objet |
| 4 | Arrêté ministériel | Article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 52-2023-12-00050 du 11/12/2023 / Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 40 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis de constater que la nouvelle zone de stockage respectait les prescriptions de l'article 40 de l'arrêté Ministériel du 15 février 2016, relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux, ainsi qu'au respect de la prescription de l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 52-2023-12-00050 du 11 décembre 2023.

Aucune non conformité n'a été relevée lors de la visite.

Les analyses des rejets vers le milieu récepteur sont conformes.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion des déchets reçus par l'installation

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/10/2022, article 8.11 |
| Thème(s) : Situation administrative, Gestion des déchets reçus par l'installation |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>La plateforme de dépôt de matériaux comporte deux parties :</p> <ul style="list-style-type: none">• la partie Sud, pour le stockage de déchets inertes : ISDI• la partie Nord, pour le stockage de déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante lié : ISDND <p>L'ISDND comporte un unique casier indépendant hydrauliquement, comprenant un fond ouvragé et 3 flancs s'appuyant sur les flancs Ouest, Nord et Est de la carrière. Le 4ème flanc est quant à lui réalisé sur le massif d'inertes (ISDI) préalablement constitué en parallèle à l'exploitation de l'ISDND.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, le site comprenait bien les zones de stockage suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">• l'ISDI sur la partie sud• la zone de stockage des matériaux amiantés dans la partie Nord. La 1ère zone de stockage de matériaux amiantés arrive son niveau presque maximum.• le second casier est terminé, et se situe entre l'ISDI et le 1er casier.• une zone de stockage de matériau de recyclage est également présente, face à la zone de stockage Nord, issue de concassage de matériaux de déconstruction. Ces matériaux sont régulièrement réutilisés pour le recouvrement des alvéoles. <p>Le site est donc conforme aux prescriptions de l'arrêté d'autorisation.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 2 : rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/10/2022, article 4.4

Thème(s) : Autre, limitation et fréquence des rejets

Prescription contrôlée :

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les eaux résiduaires respectent les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous (avant rejet au milieu considéré) :

Rejet n° 1 :

pH compris entre 5,5 et 8,5 ;

teneur chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) inférieure à 300 mg/l ;

teneur en matières en suspension inférieure à 100 mg/l ;

teneur en hydrocarbures inférieure à 10 mg/l ;

Périodicité de la mesure : deux fois par an

Une recherche de fibres d'amiante dans les boues du séparateur à hydrocarbures est effectuée annuellement.

La concentration en fibres d'amiante dans les boues du séparateur à hydrocarbures ne dépasse pas 5 fibres par litre.

Rejet n° 2 :

Les dispositions prévues à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 sont remplacées par une recherche de fibres d'amiante avec une fréquence annuelle. Ces mesures sont effectuées par un organisme indépendant.

La concentration en fibres d'amiante ne dépasse pas 5 fibres par litre.

Rejet n° 3 :

Les rejets ont lieu dans le respect des dispositions prévues à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 15 février 2016.

De plus, il est procédé à 3 analyses annuelles de contrôle de fibres d'amiante. Ces mesures sont effectuées un organisme indépendant. La concentration en fibres d'amiante ne dépasse pas 5 fibres par litre.

Constats :

L'exploitant a fourni le jour de la visite les analyses qu'il doit régulièrement effectuées.

Cependant, les analyses indiquent un dépassement ponctuel de la valeur seuil pour les matières en suspension sur le prélèvement d'octobre 2025 (140 mg/L pour un seuil fixé à 100 mg/L). L'étude indique que cette valeur s'explique par la période estivale très chaude et sèche qui a favorisé le développement de micro-algues dans le bassin (eutrophisation).

Ainsi, lors de la première analyse après l'été, un dépassement ponctuel a été observé. Depuis un retour à la conformité a été observé.

Aucun nouveau dépassement n'a pu être observé (analyse de novembre et première analyse de 2026) ce qui confirme le caractère ponctuel du dépassement.

En dehors de l'anomalie en matières en suspension pour l'analyse d'octobre 2025, tous les paramètres suivis présentent des concentrations inférieures au seuils fixés pour le rejet vers le milieu naturel.

Les eaux du bassin lixivié ont été conformes à un rejet dans le milieu naturel par infiltration.

Les résultats fournis ne montrent pas de dépassements des seuils prescrits vis à vis des particules d'amiantes ; ceci indiquant donc une bonne étanchéité des installations.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : déchets

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2025, article 1 |
| Thème(s) : Autre, déchets admis |
| Prescription contrôlée : Les déchets reçus sur le site ou générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivants : mettre capture d'écran tableau |
| Constats : A notre demande, l'exploitant nous présente son registre d'acceptation des déchets. Les certificats d'acceptation préalables des déchets présentés sont conformes aux attentes de la réglementation actuelle. Les codes déchets présentés sur le registre d'acceptation, correspondent à ceux prescrits dans son arrêté d'autorisation initial et complémentaire. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 4 : Arrêté ministériel

| |
|---|
| Référence réglementaire : article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 52-2023-12-00050 du 11/12/2023 / Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 40 |
| Thème(s) : Autre, Protection du sol, des eaux souterraines et de surface |
| Prescription contrôlée : Pour les casiers mono-déchets dédiés au stockage de déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante, la protection du sol, des eaux souterraines et de surface est assurée par une barrière géologique dite « barrière de sécurité passive » constituée du terrain naturel en l'état répondant aux critères suivants : <ul style="list-style-type: none">• le fond des casiers de stockage présente une perméabilité inférieure à 1.10⁻⁷ m/s sur au moins 1 mètre d'épaisseur ;• les flancs des casiers de stockage présentent une perméabilité inférieure à 1.10⁻⁷ m/s sur au moins 0,5 mètre d'épaisseur. La géométrie des flancs est déterminée de façon à assurer un coefficient de stabilité suffisant et à ne pas altérer l'efficacité de la barrière passive. L'étude de stabilité est jointe au dossier de demande d'autorisation d'exploiter |
| Constats : Préalablement à la visite, l'exploitant a transmis par mail en date du 25 février 2026 un rapport (N° 2026/02/E199-2/V0) dénommé « dossier technique par un organisme tiers conformément à l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié par l'arrêté ministériel du 07 août 2023 » et rédigé par l'organisme ACG Environnement, en date de février 2026. Ce dossier répond également au respect de la prescription de l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 52-2023-12-00050 du 11 décembre 2023. Ce rapport atteste de la conformité des aménagements de la seconde zone de stockage soumise au contrôle extérieur. En foi de quoi, cette conformité permet désormais à l'exploitant de pouvoir débuter les activités de stockage dûment autorisées, <u>à réception du présent rapport</u> , sur cette zone. |
| Type de suites proposées : Sans suite |